

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LA PLANIFICATION
FAMILIALE**

Conseil d'administration

2 – 3 juin 2021

CA/06.21/5.1

**En référence au point 5.1 de
l'ordre du jour**

Point à l'ordre du jour : Le mécanisme d'assurance de l'IPPF

**COMITÉ D'AUDIT, DES FINANCES ET DES RISQUES
Le 14 mai 2021**

Renvoi au point 3a) de l'ordre di

Résumé

Le présent document résume l'évaluation par la direction et le Conseil d'administration de l'évolution de la situation jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les informations actuellement disponibles sur l'avenir, pour déterminer si l'IPPF est une entité viable.

Action requise :

Le Conseil d'administration d'examiner et d'approuver la note de continuité d'exploitation pour les états financiers de l'exercice 2020.

1 Document de synthèse

Le présent document résume l'évaluation par la direction de l'évolution de la situation jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les informations actuellement disponibles sur l'avenir, pour déterminer si l'IPPF est une entité viable.

Après un examen approfondi, les membres du Comité d'audit, des finances et des risques (CAFR), le Conseil d'administration et les Administrateurs, ainsi que la direction estiment qu'il n'existe aucune circonstance justifiant de remettre en question de manière substantielle la capacité de l'IPPF à continuer à être une entité viable jusqu'au 31 mai 2022 au moins.

Cette conclusion repose sur les principales raisons suivantes :

- L'IPPF a conclu des accords pluriannuels avec de grands donateurs, tant pour des fonds restreints que pour des fonds non restreints.
- Les fonds de base pour l'année 2021 sont déjà engagés à hauteur de 97 % et deux autres contrats en sont à la phase de signature avec les donateurs concernés.
- La position de trésorerie projetée de l'IPPF pour l'ensemble des sources de financement affiche un solde positif tout au long de cette période.
- L'IPPF a affecté des fonds affectés pour subvenir aux coûts liés à ses plans d'activités à l'appui de la mise en œuvre de ses stratégies globales, afin d'en accélérer l'exécution dans des domaines spécifiques.

2 Réduire les risques liés à l'impact de la pandémie de Covid-19

Bien que de nombreux services de première ligne de l'IPPF au sein de ses **associations membres** aient été (et continuent d'être) affectés par l'actuelle pandémie de Covid-19, l'IPPF a réagi rapidement en 2020 en déployant un ensemble d'actions d'atténuation qui en ont réduit les risques d'impact sur l'IPPF et lui ont permis de surmonter les difficultés avec succès. Grâce à cela, l'IPPF n'a pas eu besoin de recourir aux mesures de soutien que le gouvernement britannique a mises à la disposition des entreprises en difficulté et a obtenu pour 2021 des fonds d'un niveau équivalent à celui de 2020.

Voici quelques points saillants des mesures prises pour lutter contre l'impact de la crise du Covid-19 :

- L'IPPF a immédiatement constitué en 2020 un groupe de travail pour faire face à la crise et continue de travailler à l'instauration d'un écosystème de SDRS résilient pour les associations membres, axé autour des quatre piliers suivants :
 - Pilier 1 : Assurer la prestation continue de services essentiels de SSR
 - Pilier 2 : Protéger, promouvoir et faire progresser la SDRS en tant que défenseurs responsables.
 - Pilier 3 : Renforcer la résilience des associations membres de l'IPPF pour gérer les perturbations.
 - Pilier 4 : Promouvoir la production de données empiriques et l'apprentissage transversal.
- Le groupe de travail a recueilli auprès des associations membres des données tout au long de la pandémie en réalisant trois enquêtes, en mars 2020, mai/juin 2020 et novembre 2020. La première enquête s'est attachée à évaluer l'impact du Covid-19 sur

les opérations des associations membres, et plus particulièrement sur la prestation de services et les interventions. Pour la deuxième enquête, le groupe de travail a établi des objectifs à plus long terme pour encadrer la collecte de données : assurer la continuité des programmes de SSR, protéger, promouvoir et faire progresser le programme de SDSR, et renforcer la résilience des associations membres aux perturbations actuelles et futures. La troisième enquête s'est concentrée sur les innovations et les adaptations faites par les associations membres et sur la possibilité de les adopter à long terme.

- L'IPPF a levé 3,3 millions de dollars de fonds additionnels à l'appui de ses efforts de lutte contre le Covid-19 auprès de Danida, Canada et de la Fondation Levi Strauss. Cela lui a permis d'affecter plus de 3 millions de dollars US de fonds d'urgence à 70 associations membres pour les aider dans leurs efforts de lutte contre le Covid-19. D'autre part, en 2021/2022, l'IPPF devrait recevoir 21 millions de dollars australiens sur deux ans pour fournir des services de SDSR aux groupes vulnérables et marginalisés qui sont touchés par la pandémie de Covid-19 dans les régions RAS et AESEO (voir le point 7.1 plus loin).
- Dans le cadre des premières interventions de l'IPPF, avec l'appui des fonds mobilisés au titre du fonds d'urgence du Directeur général, 30 associations membres ont reçu de l'aide, sous forme de fourniture de masques N95, de masques de type 2 à 3 plis et de thermomètres. L'IPPF est parvenue à atteindre des associations membres dans des destinations difficiles d'accès comme le Yémen, la Syrie, le Somaliland, la Sierra Leone et bien d'autres encore. Pour cela, de nouveaux partenariats logistiques innovants ont été établis, notamment avec l'organisation lauréate du prix Nobel de la paix, le Programme alimentaire mondial.
- Dans le cadre de trois séries successives de dons de produits, l'IPPF est venue en aide à 45 associations membres en leur fournissant des EPI et des produits de planification familiale et de santé reproductive. Plus de 300 000 masques et 1 600 thermomètres digitaux ont été livrés aux associations membres les plus en manque d'EPI, une nouvelle tournée de distribution de produits étant en cours.
- Avec l'appui de la CFP, l'association membre de l'IPPF en Chine, 4 autres associations membres ont reçu des livraisons de masques N95, de masques de type 2 à 3 plis, de blouses chirurgicales et de thermomètres dans les premiers jours de la pandémie. La livraison de ces dons s'est faite en utilisant des voies de distribution diplomatique par l'intermédiaire des ambassades vers des pays dans des situations très difficiles, comme l'Iran et la Corée du Nord.
- À l'issue de la deuxième enquête, le ministère canadien des Affaires mondiales a versé des fonds supplémentaires pour la distribution d'EPI et de produits de planification familiale et de santé reproductive. Au total, 18 associations membres reçoivent actuellement des livraisons de tout un éventail de produits au premier trimestre 2021. Sur ces 18 associations membres, 6 d'entre elles ont reçu des livraisons de fournisseurs implantés sur leur propre territoire, afin d'accroître l'efficacité de l'approvisionnement en temps opportun.
- Par ailleurs, en avril 2020, le Directeur général a lancé à l'ensemble du personnel de l'IPPF un appel de dons en vue de créer un Fonds de solidarité restreints. Celui-ci vise à venir en aide aux membres du personnel en première ligne en versant des dons modiques à des personnes qui ont été directement touchées par la pandémie. À ce jour, plus d'une cinquantaine de demandes réparties dans trois régions ont été traitées pour soutenir des agents de première ligne.

En 2020, dans le but d'aider les associations membres à monter des interventions de lutte contre le Covid, l'IPPF a débloqué par anticipation environ 6,5 millions de dollars US de la deuxième tranche de la subvention de base aux associations membres, ce qui correspondait dans certains cas à 50 % et dans d'autres à 100 % de la deuxième tranche, en s'appuyant sur une évaluation rapide des besoins.

Pour aider à gérer ses flux de trésorerie, l'IPPF a lancé des appels à ses donateurs et quatre d'entre eux (l'Allemagne, la Suisse, la Norvège et le Danemark) ont décaissé leurs subventions de base en avance sur le calendrier prévu pour soulager la situation de trésorerie de l'IPPF :

		Reçu :	Inscrit au budget :	
Allemagne	9 millions €	06/05/2020	Juillet 2020	
Suisse	1,1 million USD	19/05/2020	Juillet 2020	
Norvège	35 millions NOK	22/05/2020	Juillet 2020	
Danemark	50 millions DK	24/06/2020	Juin 2020	Versé en une seule tranche en juin au lieu de deux en juin et en novembre 2020

L'IPPF a négocié avec succès avec le DFID (devenu le FCDO) une dérogation de six mois pour ses engagements d'exécution sur son plus grand projet de paiement par résultats, WISH Lot 1 et Lot 2. Cet accord garantit que le FCDO continue de fournir des fonds par rapport aux résultats prévus du projet, quels que soient les chiffres réels. En outre, le FCDO a continué de prendre à sa charge comme d'habitude les dépenses remboursables en fonction des dépenses réelles.

Tout au long de la pandémie, les bureaux du secrétariat de l'IPPF ont adopté avec succès le passage à un modèle de travail à domicile qui a eu peu d'impact sur le déroulement des activités. Les équipes du secrétariat de l'IPPF ont pris les mesures d'anticipation nécessaires pour assurer la sécurité des membres du personnel, en veillant à les doter des moyens leur permettant de travailler efficacement depuis leur domicile, en établissant des procédures opérationnelles normalisées pour créer des environnements de travail sûrs dans les bureaux à leur réouverture et en veillant au respect des protocoles de sécurité. Certains bureaux (notamment ceux de Londres et de Nairobi) continuent d'opérer en distanciel, conformément aux conseils du gouvernement. L'IPPF est ravie de signaler qu'à ce jour, aucun décès et aucune maladie grave liée au Covid-19 n'ont été constatés parmi l'ensemble du personnel du Secrétariat.

Grâce à un engagement continu et étroit avec ses donateurs, l'IPPF a obtenu des fonds de base pour 2021 d'un montant similaire à ceux obtenus pour 2020 et qui mettent l'IPPF dans une position forte pour continuer à mener à bien sa mission.

3 Budget pour 2021

Le budget unifié du Secrétariat pour 2021 est équilibré et prudent. D'importantes réductions budgétaires ont été effectuées afin de réduire les coûts du Secrétariat à 30 % du total des revenus de base et des frais généraux, ce qui a permis de mettre davantage de fonds à la disposition des associations membres. Un exercice de restructuration qui a eu lieu à la fin de 2020 y a veillé. Celui-ci s'est soldé par le licenciement de 21 personnes du bureau de Londres moyennant un coût de 1,1 million de dollars US, en vue de réaliser des économies futures de 1,6 million de dollars US par an. Tous les autres secteurs du budget ont été compilés en partant de la base, en laissant très peu de dépenses discrétionnaires disponibles après les coûts engagés (comme le loyer, les primes d'assurance, les licences de logiciel, etc.).

Les revenus de base inscrits au budget pour 2021 provenant des donateurs et des fondations ont été établis à un niveau prudent de 56 942 000 dollars US, en s'appuyant sur les accords confirmés en place avec les bailleurs lors de l'établissement du budget.

Depuis que le budget a été établi, des donateurs ont engagé 3,9 millions de dollars nets supplémentaires, comme suit :

				USD	
Australia	AUD	1,000,000	0.6925	692,500	
Germany	€	3,000,000	1.139	3,416,000	
Japan	USD	-700,000	1.000	-700,000	
Netherlands	€	360,000	1.139	409,889	
Canada	CAD	-1,360,000	0.734	-997,811	
Norway	NOK	10,000,000	0.106	1,058,800	NB Contract is expected to be signed w/c 5.4.21
				3,879,378	

Cela signifie qu'en 2021, les revenus non restreints des donateurs et des fondations seront de (56 942 + 3 879 =) 60 821 000 dollars US. Cela représente une baisse de 1,5 % par rapport au montant réel de 2020, ce qui atteste de la réalisation du « scénario le plus probable » qui a été présenté en juin 2020.

D'autre part, le budget de 2021 comprend des revenus de base non restreints de 4,6 millions de dollars US supplémentaires, qui comprennent le recouvrement des frais généraux (3,9 millions de dollars US), des dons, des ventes de produits de base et des revenus de placement.

Sur les revenus inscrits au budget en 2021, tous les contrats de donateurs ont été attribués, hormis celui avec le gouvernement finlandais (1,5 million d'euros). La demande de fonds a été adressée au gouvernement finlandais et il y a de fortes chances que cette subvention soit attribuée à l'IPPF ; le résultat sera connu en août 2021. Tous les contrats pour les attributions ont été signés, à l'exception de ceux avec le gouvernement norvégien et le gouvernement néerlandais qui en sont à l'étape finale de la signature.

4 Prévisions de trésorerie

Les prévisions de trésorerie jusqu'en mai 2022 sont présentées à l'**Annexe A**.

Le solde de trésorerie consolidé reste positif tous les mois jusqu'en mai 2022 et le solde de trésorerie moyen au cours de cette période est de 49 022 000 dollars US. Comme prévu, le solde de trésorerie non restreints baissera en mai et en septembre, lorsque les deuxième et troisième tranches de subvention de base seront versées aux associations membres. Cependant, l'expérience montre que ces décaissements se répartissent généralement sur plusieurs mois et non sur un seul, ce qui soulagera les pressions exercées sur la trésorerie.

Les prévisions de trésorerie ne comprennent pas un prêt sans intérêt à court terme de 3 millions de dollars US de la Children's Investment Fund Foundation (CIFF) pour le programme WISH. Ce prêt sera utilisé en avril 2021 et il est remboursable le 31 octobre 2021. Le prêt est destiné à aider l'IPPF à subvenir aux besoins en fonds de roulement pour le programme WISH, celui-ci étant payé à terme échu par le FCDO.

5 Prévisions des fonds de base

L'IPPF a examiné les projections de ses fonds de base pour la période 2021 à 2023 et a déterminé trois scénarios possibles par rapport aux revenus de base inscrits au budget pour 2021, comme suit :

Scénario	2021	2022	2023
Pire des cas	Baisse de 10 % (très peu probable à ce stade)	Baisse de 15 à 20 %	Baisse de 25 à 27 %
Le plus probable	Chiffres inchangés par rapport aux prévisions	Baisse de 6 % à 10 % (environ 65 % des contrats sont confirmés)	Baisse de 10 % par rapport aux chiffres de 2021 De nombreux contrats seront revus en 2023, de sorte que l'avenir est plus incertain à partir de là.
Meilleur cas	Chiffres inchangés par rapport aux prévisions (97 % des montants en valeur déjà engagés par les donateurs)	Hausse de 5 %	Hausse de 10 %

Il convient de noter que 90 % des fonds non restreints de l'IPPF sont perçus par l'IPPF dans la monnaie locale des donateurs, de sorte que les taux de change utilisés influenceront sur les prévisions des revenus en dollars US.

Un grand nombre des contrats de l'IPPF courent jusqu'en 2022, conformément à l'actuel Cadre stratégique, et étant donné que 65 % du montant en valeur des accords de financement ont été signés, le degré de certitude pour 2022 est raisonnablement élevé. En revanche, il existe beaucoup plus d'incertitudes pour 2023, s'agissant d'une année majeure de renouvellement de contrats.

Les hypothèses utilisées dans le tableau ci-dessus excluent les revenus provenant de dons individuels (voir le point 7.2 plus loin), d'où la possibilité que ces chiffres soient légèrement plus élevés.

L'IPPF surveillera en permanence l'évolution de ses scénarios de financement et établira des prévisions trimestrielles en 2021 à partir des données disponibles.

6 Prise en compte de facteurs externes

Les facteurs externes suivants ont été pris en compte pour déterminer si l'IPPF est une entité viable :

6.1 Négociation par le FCDO de la prolongation sans frais (Programme WISH)

Lors de la revue des dépenses de novembre 2020, le chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances britannique) a annoncé que le Royaume-Uni réduirait provisoirement son budget d'aide, de 0,7 % à 0,5 % du revenu national. Les implications de cette réduction de financement n'ont pas encore été déployées par le FCDO, mais l'IPPF se prépare désormais à un scénario où ses projets financés par le FCDO ne bénéficient que d'une prolongation sans frais. Dans cette perspective, des mesures d'anticipation adéquates ont déjà été adoptées, qui comprennent l'amorce de la clôture de plusieurs programmes dans plusieurs pays et la poursuite de la mise en œuvre d'autres en y affectant les économies réalisées dans le cadre des programmes d'années précédentes. Toutes ces mesures sont prises dans l'espoir que, d'ici la fin décembre 2021, quand tous les programmes frôleront la fermeture, le FCDO aura accès à des fonds supplémentaires à affecter au budget de l'aide.

Le budget de 2021 a été établi sur une base prudente, WISH 1 se terminant en juillet 2021 et WISH 2 en septembre 2021. À moyen terme, l'impact potentiel sur l'IPPF de la non-reconduction de ces projets se traduira par la perte des coûts de recouvrement des frais généraux et des frais de licenciement au cas où il n'est pas possible de déployer le personnel sur d'autres projets. Le coût des licenciements a déjà été intégré dans la composante frais des budgets des projets.

6.2 Contraction économique

Si les économies mondiales se contractent en conséquence de la pandémie de COVID-19, il est possible que les budgets d'aide au développement réduisent proportionnellement ou, dans le pire des cas, seront annulés comme dans le cas du Royaume-Uni.

Il est trop tôt pour déterminer quel pourrait en être l'impact sur l'IPPF à moyen terme, mais comme 97 % des revenus non restreints sont déjà engagés pour 2021, il n'y aura pas d'impact à court terme. Plusieurs conséquences possibles ont été envisagées dans les

scénarios de la section 5 plus haut. Les répercussions de toute réduction des fonds de base se manifesteront par une diminution des subventions versées aux associations membres, de sorte qu'il n'y aura pas d'impact significatif sur la capacité de l'IPPF à continuer d'exercer comme une entité viable.

6.3 Impact des fraudes sur la confiance des donateurs

Depuis le déploiement par l'IPPF de SafeReport, son service externe de signalement d'incidents en toute confidentialité, plusieurs plaintes ont été soulevées concernant des fraudes présumées qui ont mené à des enquêtes et à d'importants constats. Si certes l'IPPF estime qu'il s'agit là d'une bonne chose qui lui permet de s'attaquer à ces problèmes et de mettre en œuvre des stratégies adaptées de lutte contre la fraude, il ne faudrait pas non plus ignorer les effets dissuasifs que ces nouvelles pourraient avoir sur les donateurs.

L'IPPF a pris les devants en avisant les donateurs des mesures prises pour faire face à ces risques et renforcer le contrôle financier des associations membres. À ce stade, les réactions de nombreux donateurs sont réconfortantes et encourageantes. Il n'en reste pas moins qu'il conviendra de rester vigilant, domaine d'action jugé prioritaire par l'équipe de direction. Pour l'heure, rien n'indique que les incidents de fraude signalés à l'IPPF sont démesurés par rapport à ceux que connaissent d'autres OING opérant dans les mêmes conditions et dans les mêmes territoires.

7 Opportunités futures

L'IPPF prospecte activement toutes sortes de possibilités d'obtention de fonds afin d'atténuer l'impact potentiel des facteurs externes que l'on vient de voir.

7.1 À venir

L'IPPF est en liaison étroite avec les donateurs existants et de nouveaux bailleurs pour envisager de nouvelles possibilités de financement.

Certains pays n'ont pas été en mesure de dépenser l'intégralité de leur budget d'APD en raison de la crise du Covid et recherchent des partenaires de mise en œuvre respectés pour pouvoir l'utiliser avant la fin de leur exercice. Ainsi, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (« DFAT ») va très probablement allouer son budget 2021 sous-utilisé à l'IPPF pour ses efforts de lutte contre le Covid-19. Si c'est le cas, l'IPPF devrait toucher une subvention d'environ 21 millions de dollars australiens pendant 2 ans pour fournir des services de SDSR aux groupes vulnérables et marginalisés qui sont touchés par la pandémie de Covid-19 dans les régions RAS et AESEO.

7.2 Opportunités de collecte de fonds aux États-Unis

Le 28 janvier 2021, le président américain a annulé la règle du bâillon mondial (dite « GGR ») qui interdit à toute ONG étrangère recevant une aide sanitaire mondiale des États-Unis d'utiliser des fonds provenant de quelque source que ce soit pour fournir des services d'avortement ou pour défendre une réforme de loi sur l'avortement.

Cette décision rend désormais l'IPPF éligible à recevoir des fonds venant des États-Unis et un nouveau poste a été créé à Washington pour renouer le dialogue avec l'USAID.

Par ailleurs, l'IPPF envisage de recruter un consultant aux États-Unis pour développer un programme de dons individuels afin de tirer profit des opportunités de collecte de fonds, tout en reconnaissant que jusqu'ici, c'était le Bureau régional de l'hémisphère occidental qui

détenait l'expertise en la matière. Les activités de prospection de dons individuels déborderont des frontières nationales des États-Unis car il s'agit là d'un potentiel de collecte de fonds potentielle actuellement inexploité par l'IPPF.

7.3 Région des Amériques et des Caraïbes de l'IPPF

Depuis la scission avec le Bureau régional de l'hémisphère occidental à la fin du mois d'août 2020, l'IPPF en profite pour établir une nouvelle présence régionale dans la région des Amériques et des Caraïbes, afin de conserver son implantation mondiale tant appréciée par les donateurs. De nouveaux bureaux régionaux sont en train d'être établis en Colombie et à Trinité-et-Tobago pour soutenir les associations membres existantes qui ont choisi de rester au sein de l'IPPF, ainsi que pour créer des liens avec de nouveaux membres potentiels.

8 Scénario dans le pire des cas

Dans le pire des cas, si les donateurs devaient faire défaut sur leurs engagements de financement, l'IPPF commencera en premier lieu par réduire ses décaissements de fonds de base aux associations membres, qui représentent 70 % des coûts de base. Ce modèle de fonctionnement intermédiaire protège l'IPPF de toute réduction significative de ses revenus de base. Si elle faisait face à d'importantes difficultés financières, l'IPPF pourrait vendre ou hypothéquer ses investissements dans les terrains et les biens immobiliers suivants qui lui appartiennent :

- Deux propriétés (l'une à Londres et l'autre à Kuala Lumpur) et un bien immobilier d'investissement à Londres.
- Un terrain à Nairobi appartenant à son Bureau régional pour l'Afrique (ARO).
- Une propriété à Bruxelles appartenant à son Bureau du réseau européen (EN).

L'IPPF dispose de 26,5 millions de dollars US de réserves générales sans restriction au 28 février 2021, ce qui constitue un niveau confortable pour faire face à d'éventuelles difficultés, si elles venaient à survenir au cours de cette période.

9 Conclusion

En tenant compte de tous les facteurs ci-dessus, le CAFR, le Conseil d'administration et la direction estiment que l'IPPF est une entité viable jusqu'au 31 mai 2022 au moins.

	Opening	Jan-21	Feb-21	Mar-21	Apr-21	May-21	Jun-21	Jul-21	Aug-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Dec-21	Jan-22	Feb-22	Mar-22	Apr-22	May-22	
Unrestricted Funds																			
Opening Balance	22,017	22,017	18,779	15,414	20,124	14,361	1,904	3,893	14,873	15,383	3,961	4,173	19,893	24,558	23,247	11,707	11,607	11,760	
Projected Inflows - Unrestricted Core Grants		0	1,622	9,589	1,560	0	3,827	13,002	1,708	1,248	2,829	17,654	6,804	0	1,622	3,689	1,535	0	
Projected Inflows - Overhead		0	0	1,595	358	358	427	358	358	388	53	53	399	300	300	300	300	300	
Projected inflow - supply chain mgt, etc		58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58	
Adjustment(reevaluation)																			
Total Inflow		58	1,680	11,242	1,977	417	4,312	13,419	2,125	1,694	2,940	17,766	7,262	358	1,980	4,047	1,893	358	
Projected Outflow - Central Office		300	450	2,729	1,660	1,520	1,765	1,594	1,531	1,757	1,457	1,679	1,979	1,621	1,425	1,729	1,660	1,520	
Projected Outflow - MA Grants		2,996	4,542	3,743	6,030	11,303	504	794	30	11,306	1,219	314	581	30	12,047	2,373	30	11,303	
Projected Outflow - Regional office float		0	53	60	50	51	54	53	53	53	53	53	36	18	49	46	50	51	
Total Outflow		3,296	5,045	6,532	7,740	12,874	2,323	2,440	1,614	13,116	2,729	2,045	2,596	1,669	13,521	4,148	1,740	12,874	
Closing Balance Unrestricted		18,779	15,414	20,124	14,361	1,904	3,893	14,873	15,383	3,961	4,173	19,893	24,558	23,247	11,707	11,607	11,760	-756	
																			Movement in Year: 2,541 -361
Designated Funds																			
Opening Balance	9,866	9,866	9,666	9,425	8,950	8,525	8,354	8,081	7,403	6,607	5,990	4,618	4,113	3,587	3,187	2,787	2,387	1,987	
Projected Inflows - Additional Allocation																			
Total Inflow		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Projected Outflow - MA Grants																			
Projected Outflow - Expenditure		200	241	475	425	171	273	678	796	617	1,372	505	526	400	400	400	400	400	
Total Outflow		200	241	475	425	171	273	678	796	617	1,372	505	526	400	400	400	400	400	
Closing Balance Designated		9,666	9,425	8,950	8,525	8,354	8,081	7,403	6,607	5,990	4,618	4,113	3,587	3,187	2,787	2,387	1,987	1,587	
																			Movement in Year: -6,279
Combined Unrestricted + Designated Balance		28,445	24,839	29,074	22,886	10,258	11,974	22,275	21,990	9,952	8,790	24,006	28,145	26,435	14,494	13,994	13,747	832	
Other Restricted Projects (excl. WISH 1 and 2)																			
Opening Balance	21,407	21,407	23,235	30,756	29,593	28,588	28,139	29,464	28,807	29,007	29,034	28,020	27,591	27,646	25,977	27,495	26,332	25,327	
Projected Inflow - Restricted Income		2,828	8,888	3,047	727	669	4,341	669	2,527	3,234	680	678	3,228	2,828	6,088	3,047	727	669	
Total Inflow		2,828	8,888	3,047	727	669	4,341	669	2,527	3,234	680	678	3,228	2,828	6,088	3,047	727	669	
Project Outflow - Other Restricted Projects		1,000	1,345	3,827	1,627	1,037	2,927	1,246	2,245	3,126	1,595	1,026	2,975	2,953	4,570	4,210	1,732	1,118	
Projected outflow - Overheads			23	383	106	81	89	81	81	81	99	81	197	1,545	0	0	0	0	
Total Outflow		1,000	1,367	4,210	1,732	1,118	3,016	1,327	2,326	3,207	1,694	1,107	3,172	4,498	4,570	4,210	1,732	1,118	
Closing Balance		23,235	30,756	29,593	28,588	28,139	29,464	28,807	29,007	29,034	28,020	27,591	27,646	25,977	27,495	26,332	25,327	24,878	
																			Movement in Year: 6,239
WISH 2 Action																			
Opening Balance	8,002	8,002	9,544	18,025	13,319	9,406	2,714	-917	-928	189	-662	0	0	0	0	0	0	0	
Projected inflow - W2A		4,837	9,466	9,103	4,404	7,377	3,669	4,029	8,834	4,529	6,051	0	0	0	0	0	0	0	
Total Inflow		4,837	9,466	9,103	4,404	7,377	3,669	4,029	8,834	4,529	6,051	0	0	0	0	0	0	0	
Projected outflow - W2A		2,937	627	13,451	7,959	13,711	6,942	3,682	7,358	5,381	5,389	0	0	0	0	0	0	0	
Projected Outflow - Overhead		358	358	358	358	358	358	358	358	358	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Outflow		3,296	985	13,809	8,317	14,069	7,300	4,040	7,716	5,381	5,389	0	0	0	0	0	0	0	
Closing Balance		9,544	18,025	13,319	9,406	2,714	-917	-928	189	-662	0	0	0	0	0	0	0	0	
																			Movement in Year: -8,002
WISH Lot 1																			
Opening Balance	-1,287	-1,287	-746	-783	219	353	483	665	515	-41	0	0	0	0	0	0	0	0	
Projected inflow - Income		789	0	1,329	418	340	542	187	190	269	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Inflow		789	0	1,329	418	340	542	187	190	269	0	0	0	0	0	0	0	0	
Projected outflow - expenditure		248	38	327	283	210	360	337	746	227	0	0	0	0	0	0	0	0	
Projected outflow - Overhead		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Outflow		248	38	327	283	210	360	337	746	227	0	0	0	0	0	0	0	0	
WISH 1 - Closing Balance		-746	-783	219	353	483	665	515	-41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
																			Movement in Year: 1,287
Summary Balances																			
Consolidated Cash Flow - Unrestricted/Designated	31,883	28,445	24,839	29,074	22,886	10,258	11,974	22,275	21,990	9,952	8,790	24,006	28,145	26,435	14,494	13,994	13,747	832	
Consolidated Cash Flow - Restricted	28,122	32,033	47,997	43,130	38,347	31,336	29,212	28,393	29,155	28,373	28,020	27,591	27,647	25,978	27,495	26,332	25,327	24,879	
Total	60,005	60,478	72,836	72,204	61,232	41,594	41,186	50,669	51,146	38,324	36,811	51,597	55,792	52,412	41,989	40,326	39,074	25,710	

